



SCoT du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie

3, Place des Carmes - CS 80501 - 15005 Aurillac Cedex

Tél : 04 71 46 86 30 - Fax : 04 71 46 87 30

www.scotbacc.fr



Présentation des objectifs et orientation du SCoT

Edito

Dernière ligne droite pour le schéma de cohérence territoriale

Aboutissement de 3 années d'études, de travail et de concertation entre les élus, les services et structures économiques et sociales, les citoyens, le projet de SCoT qui a recueilli un large consensus trace les lignes de perspective d'un avenir cohérent et partagé pour l'ensemble du territoire.

Pendant toute cette période d'élaboration, la ligne directrice qui a guidé le travail des élus a été de faire de ce SCoT un **outil de développement** au service du territoire, **sans imposer de nouvelles contraintes inutiles et en adaptant du mieux possible les règles nationales au contexte local**. Dans un environnement territorial en mouvement avec notamment la fusion des quatre intercommunalités de la Châtaigneraie, ce document d'urbanisme définit les grandes orientations qu'intégreront et déclineront les futurs Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUi) pour les 20 prochaines années.

Aujourd'hui, la dernière ligne droite de ce travail commencé à l'été 2013 débute par une ultime phase de concertation qui,

si elle est positive, autorisera l'entrée en vigueur effective du SCoT au printemps 2017. Dans ce cadre l'ensemble des élus du SCoT représentant les 87 Communes du territoire vous invite à poser vos questions ou faire part de vos observations sur ce projet.

Pour vous y aider et vous permettre de vous approprier ce dossier riche et parfois complexe, rejoignez-nous sur le site internet du SCoT (www.scotbacc.fr) où se trouvent l'ensemble des documents d'étapes et le projet soumis à la concertation finale. Déposez y vos contributions ou prenez rendez-vous au siège de votre Intercommunalité où le dossier au format papier est également à votre disposition.

Jacques MÉZARD

Président du Syndicat Mixte du SCoT
Sénateur

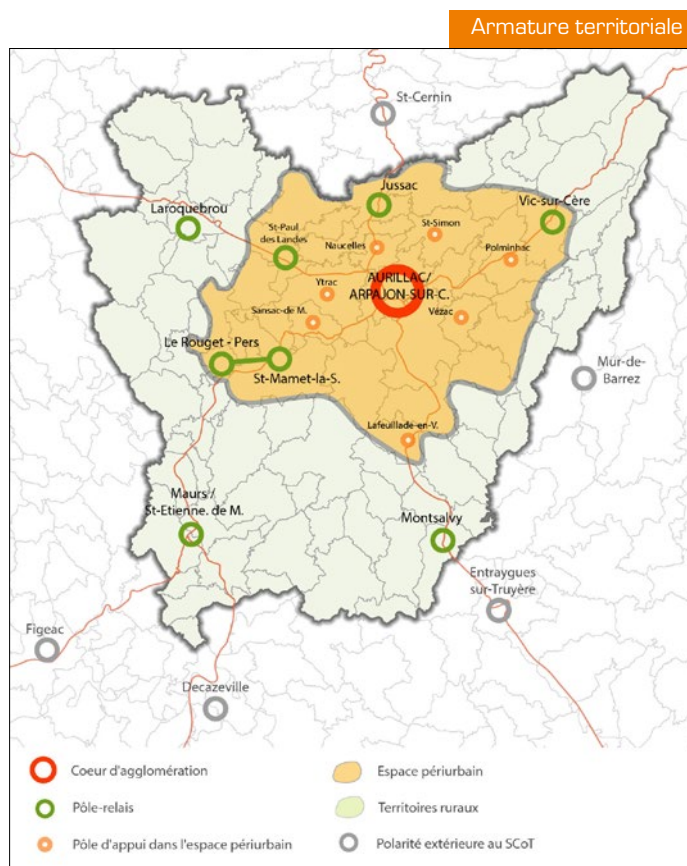
Les grandes orientations

Pour répondre aux enjeux du diagnostic, le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du SCoT est avant tout guidé par la volonté de **développer l'attractivité territoriale**.

C'est donc très logiquement que le document d'orientations et d'objectifs (DOO) est organisé autour de trois axes qui tendent tous à atteindre cet objectif transversal.

Axe 1 : Renforcer l'armature territoriale et favoriser la qualité d'accueil

L'objectif global du SCoT est de viser la plus forte croissance démographique possible sur l'ensemble du territoire,



tout en assurant une répartition équilibrée de cette dernière entre ses différentes composantes tant urbaines que rurales et en répondant à la nécessité de renforcer les polarités de son armature. La traduction concrète de cet objectif est présentée dans le tableau ci-dessous.

Dans les faits, parce que c'est là un point de contrainte du SCoT qui répond ainsi à une obligation législative forte et incontournable, c'est essentiellement à travers la maîtrise de la consommation foncière (cf. « Zoom sur... », p. 4) que va être encadrée cette répartition de la croissance démographique.

Axe 2 : Développer l'attractivité économique

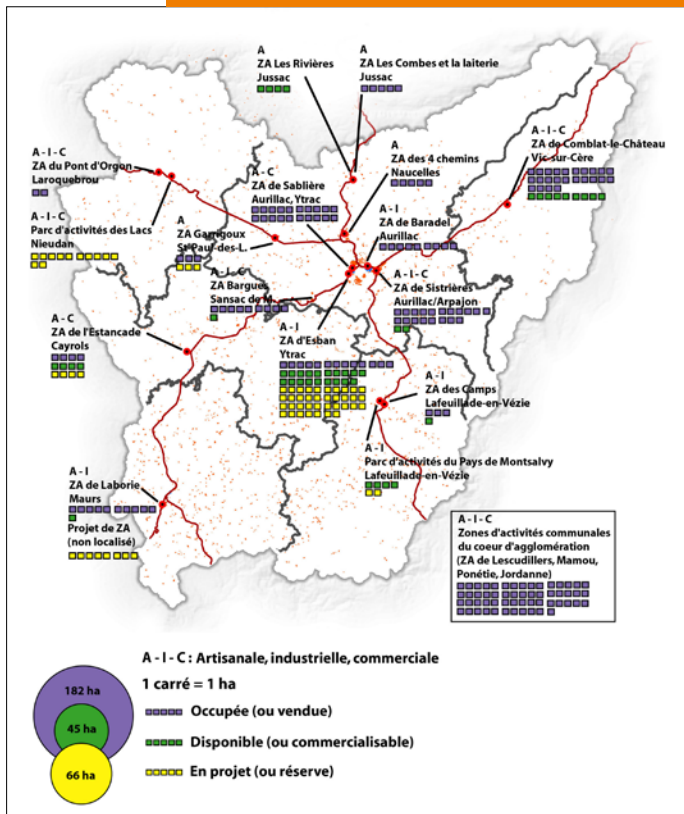
1/ Les activités agricoles sont essentielles pour l'économie et le cadre de vie du territoire. Le SCoT a réalisé un diagnostic agricole particulièrement développé. C'est pourquoi il intègre, en annexe du DOO, un atlas des espaces agricoles qui définit les différents enjeux propre à ce secteur économique. Ainsi, le DOO formalise diverses orientations en fonction des espaces agricoles concernés et demande à tous les documents d'urbanisme locaux de préciser ce diagnostic à l'échelle parcellaire.

2/ Le SCoT n'est pas un outil de développement économique mais il se doit d'organiser l'offre foncière dédiée à l'économie (industrie, artisanat, services aux professionnels). Pour ce faire, le DOO a recensé toutes les zones d'activités structurantes du territoire et les surfaces encore disponibles sur celles-ci ainsi que les projets de plus long terme. Le DOO imagine une cohérence accrue des utilisations de ce foncier économique en mobilisant prioritairement les surfaces déjà équipées afin de limiter l'émiettement des zones d'activités qui nuit à leur efficacité et à leur attractivité économique. Cet affichage permet également d'offrir de la lisibilité à long terme aux acteurs économiques, agricoles et politiques en ce qui concerne le développement de ces activités.

3/ Le DOO du SCoT dispose également d'un volet commercial qui s'attache à bien calibrer les développements fonciers des nouveaux bâtiments commerciaux sur le territoire en général et sur les zones d'activités en particulier.

Répartition démographique au sein de l'armature

	Part de la population en 2012	Taux de croissance 1999-2012	Accueil (+) ou perte (-) de population 1999-2012	Tendance récente	Projet SCoT	Projet de répartition des populations nouvelles	Population supplémentaire attendue (sur la base du scénario retenu)
Coeur d'Agglomération	41,5%	- 0,63%	- 2 830	→	→	0 - 10%	+ 100
Pôles-relais	15,1%	+ 0,42%	+ 647	→	→	25 - 35%	+ 600
Espace périurbain	24,7%	+ 1,03%	+ 2 455	↗	→	45 - 55 %	+ 1 000
Villages ruraux	18,7%	+ 0,15%	+ 281	→	→	10 - 20%	+ 300
SCoT	100%	+ 0,04%	+ 553	→	→	100%	+ 2 000



Il s'agit ici de répondre à l'objectif inscrit dans le PADD de préserver les commerces de proximité existants et de ne pas impacter le foncier économique lorsque la demande est déjà satisfaite par des commerces de centralité.

Axe 3 : Préserver et valoriser la qualité du cadre de vie



Une des richesses du territoire étant indéniablement le cadre de vie qu'il offre à ses habitants, le SCoT affirme la nécessité de mettre en valeur la trame écopaysagère (diversité écologique et paysagère, trame verte et bleue multi-fonctionnelle). A travers cet axe, le SCoT joue pleinement son rôle de document « intégrateur », en transposant ou en définissant les modalités d'application de documents de rang supérieur comme la loi Montagne, le Schéma régional climat air énergie, la Charte du Parc naturel régional des volcans d'Auvergne, les Schémas d'aménagements et de gestion de l'eau (SAGE)....

Tous sont désormais intégrés, adaptés au territoire et mis en cohérence par le SCoT. Un atlas de la trame écopaysagère est annexé au DOO afin de décliner, avec la recherche d'une pertinence maximale, les dispositions du SCoT en fonction des enjeux présents. Comme pour les espaces agricoles, c'est aux PLU(i) qu'il reviendra de délimiter, à l'échelle parcelle, ces orientations.

Le saviez-vous ?

1/ De combien d'intercommunalités se composera le territoire du SCoT à partir du 1^{er} janvier 2017 ?

Après les recompositions de la carte intercommunale, le territoire du SCoT sera composé, à partir du 1^{er} janvier 2017 de trois intercommunalités :

- La Communauté de Communes (C.C.) de la Châtaigneraie Cantalienne (issue de la fusion des quatre C.C. Entre Deux Lacs, Cère et Rance en Châtaigneraie, Pays de Montsalvy et Pays de Maurs) ;
- La C.C. de Cère et Goul en Carladès ;
- La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac.

2/ Pourquoi dit-on que le SCoT est un document « intégrateur » ?

Le SCoT est un document « intégrateur » car dans ses orientations il se doit de porter, d'associer et de synthétiser les dispositions des lois, plans et schémas de rang supérieur, comme la loi Montagne ou le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE), tout cela en définissant leurs modalités d'application adaptées aux enjeux du territoire. De ce fait, il est aussi un document « simplificateur » puisqu'il devient le seul document de référence pour la planification locale et intercommunale : les plans locaux d'urbanisme (PLU) ne se réfèrent plus qu'au SCoT, au lieu d'une multitude de documents auparavant.

3/ Quel est le lien juridique entre le SCoT et le Plan local d'urbanisme (PLU) ?

Un PLU ou un PLUi (PLU intercommunal) doit être compatible avec le SCoT, c'est-à-dire que ses règles d'aménagement et la cartographie des occupations du sol qui en découle ne peuvent s'opposer aux grandes orientations définies dans le SCoT. Ce lien de compatibilité (et non de conformité) autorise cependant une certaine marge de manœuvre pour les PLU et PLUi. En effet, les dispositions du SCoT ont été définies avec la volonté d'offrir aux territoires qui le composent les latitudes les plus positives en ce domaine.

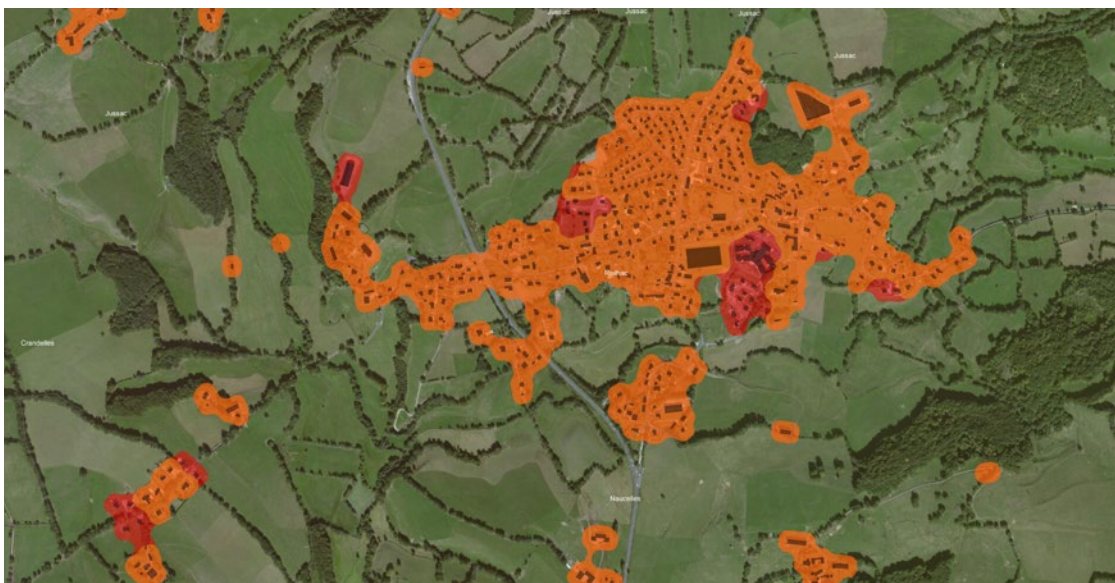
4/ Quels sont les documents opposables du SCoT ?

Le document d'orientations et d'objectifs (DOO) est le seul document opposable du SCoT. Il se compose de prescriptions (juridiquement opposables) et de recommandations (propositions non opposables) qui permettent de répondre aux objectifs politiques définis dans le projet d'aménagement et de développement durables (PADD). Ceux-ci reposent eux-mêmes sur les enjeux tirés des analyses de la phase initiale de diagnostic.

Zoom sur...

La maîtrise de la consommation foncière

Depuis les lois Grenelle, tous les documents d'urbanisme ont l'obligation de faire l'analyse de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers et de proposer des objectifs et des mécanismes de réduction de cette consommation foncière. Le SCoT en ce domaine prévoit une réduction d'environ un tiers de la consommation d'espaces naturels et agricoles par rapport à la période passée et ce tout en continuant d'accueillir des populations nouvelles et des entreprises sur le territoire.



Exemple d'analyse de la consommation foncière

Pour quantifier et suivre cet indicateur stratégique, les élus ont validé la proposition du bureau d'études « Terres Neuves » d'utiliser une méthode élaborée par un organisme de l'État, le CEREMA (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement). Cette méthode, dite de « dilatation et d'érosion », vise à créer une « emprise » de 25 mètres homogène autour de tous les bâtiments du territoire à une date donnée pour estimer la consommation foncière. Cette technique est appliquée à des dates de référence différentes ce qui permet de cartographier et d'analyser cette dynamique.

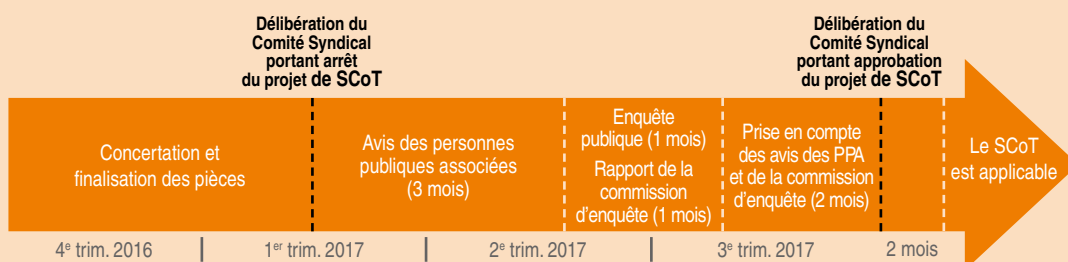
Toutes les communes du territoire ont été associées pour participer à l'analyse et ont pu vérifier, ajuster et valider la base de données utilisée à l'aide d'un outil cartographique mis en ligne par le Syndicat mixte du SCoT. Entre les deux dates analysées au titre de la période passée,

2005 et 2014, l'enveloppe urbaine s'est étendue de 85 hectares par an en moyenne. Pour la période couverte par le SCoT aujourd'hui en débat, les élus se sont engagés sur une **réduction d'un tiers de cette consommation foncière**, soit une consommation foncière annuelle ramenée à 50 hectares.

Cette réduction s'opère au travers d'objectifs globaux définis dans le DOO pour chaque catégorie de communes ; leur déclinaison concrète relèvera des PLU(i). Il sera d'autant plus aisé d'atteindre ces objectifs que sera limitée l'implantation dispersée de nouveaux bâtiments et facilitées les constructions au sein de l'enveloppe urbaine déjà constituée. Au travers de ces orientations, la volonté des élus du SCoT est de répondre aux obligations légales sans freiner le développement démographique ou économique.

Calendrier

Le calendrier prévisionnel d'approbation définitive court jusqu'au 3^e trimestre 2017, étant entendu que le projet de SCoT est encore susceptible d'être modifié pour répondre aux ultimes discussions ou propositions des partenaires institutionnels et de la population au terme de sa consultation.



Pour toute question, vous pouvez contacter le Syndicat mixte par courrier ou mail :

Syndicat mixte du SCoT du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie
3 place des Carmes,
CS 80501
15000 Aurillac

www.scotbacc.fr
contact@scotbacc.fr